



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 21 mai 2026

L'économie mexicaine aurait progressé de 0,3 % en variation mensuelle en avril, d'après les estimations préliminaires de l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).

### LE CHIFFRE A RETENIR

**0,3 %**

Estimation du taux  
croissance d'avril en g.m.  
par l'INEGI

Après avoir enregistré une contraction de 0,8 % g.t. au T1 2026, l'activité économique aurait entamé le deuxième trimestre de l'année avec plus de dynamisme.

La croissance mensuelle enregistrée en avril serait la plus élevée observée depuis un an, dans un contexte qui reste dominé par les incertitudes internationales.

Le rythme de croissance demeure cependant limité et hétérogène selon les secteurs. Des signes de faiblesse persistent dans le secteur industriel, qui continue à faire face à des reculs dans les industries manufacturières et la construction.

La balance des risques pour la croissance demeure orientée à la baisse, en lien avec les tensions internationale et les incertitudes commerciales.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi a revu à la baisse la croissance du Mexique pour 2026, désormais prévue à 1,1 %, pour la quatrième quinzaine consécutive.** La perspective pour 2026 a été abaissée de 0,1 points par rapport à l'estimation de début mai (1,2 %). Cette prévision apparaît nettement inférieure à celle du ministère des Finances (2,3 %) mais reste plus optimiste que celle de l'agence de notation S&P, qui a abaissé sa prévision, à 0,6 % cette semaine. Les estimations du consensus de marché concernant l'inflation pour fin 2026 ont en revanche enregistré une légère baisse, passant de 4,35 % g.a. à 4,30 % g.a. Le consensus n'anticipe aucun changement du taux directeur de la Banque centrale du Mexique (Banxico) pour le reste de l'année 2026 et l'ensemble de 2027.

**Les autorités mexicaines ont accueilli les principaux responsables européens pour le Sommet UE-Mexique qui se tiendra le 22 mai et au cours duquel sera signé l'Accord Global Modernisé UE-Mexique.** À cette occasion le ministre des Affaires étrangères mexicain, Roberto Velasco, a souligné que l'objectif est d'approfondir la relation entre le Mexique et l'Union européenne dans des secteurs stratégiques, autour d'un projet commun de prospérité partagée. Dans cet esprit, le Mexique et l'Union européenne ont également officialisé l'établissement d'un Dialogue stratégique au niveau ministériel. La présidente Claudia Sheinbaum recevra à Mexico dans le cadre du VIIIe Sommet Mexique–Union européenne du 22 mai la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ainsi que le président du Conseil européen, António Costa. L'Accord global modernisé entre le Mexique et les pays de la zone euro sera signé à cette occasion et vise à renforcer la diversification économique du pays, élargir les espaces de coopération et tirer parti des complémentarités existantes, dans un contexte de redéfinition du commerce mondial. Pour rappel, depuis l'entrée en vigueur du premier Accord global en 2000, les échanges commerciaux bilatéraux entre l'UE et le Mexique ont été multipliés par quatre. En 2025, ils ont atteint 88 Md USD tandis que les investissements européens au Mexique se sont élevés à 64 Md USD entre 2018 et 2025. Plus de 13 000 entreprises européennes sont par ailleurs présentes dans le pays.

## Sectoriel

**Claudia Sheinbaum a présenté les prototypes d'« Olinia », premier projet mexicain de véhicule électrique compact.** Porté par l'ambition de structurer une offre nationale de mobilité électrique urbaine, le projet est conduit par le gouvernement fédéral, en articulation avec le ministère de la Science, des Humanités, des Technologies et de l'Innovation (SECIHTI), dans le cadre du Plan México. L'initiative repose sur le développement d'un véhicule conçu pour les déplacements de courte distance, dont le positionnement tarifaire (autour de 150 000 MXN soit 8 550 USD, contre près de 200 000 MXN soit 11 550 USD pour les segments d'entrée de gamme) vise à lever une partie des contraintes d'accès au marché. Trois versions, toutes compatibles avec une recharge sur prise domestique standard, sont envisagées : un modèle individuel compact destiné aux déplacements personnels en milieu urbain ; un véhicule de mobilité de proximité conçu pour les trajets courts dans les centres urbains, quartiers résidentiels ou zones touristiques ; ainsi qu'une version utilitaire légère destinée à la logistique du « dernier kilomètre », c'est-à-dire aux livraisons urbaines de courte distance assurées par les commerces, plateformes de livraison ou services municipaux. Les autorités prévoient un lancement de la production industrielle à partir de 2027, avec une capacité initiale de 20 000 unités par an, appelée à augmenter progressivement. Le gouvernement envisage des débouchés en Amérique latine.

**General Motors a annoncé l'extension de ses capacités de production au Mexique, à travers la relocalisation de la production de 80 000 véhicules jusqu'à présent assemblés en Chine.** Après avoir annoncé en janvier un investissement de 1 Md USD, le groupe prévoit de lancer, à partir de 2027, l'assemblage des modèles Chevrolet Groove puis Chevrolet Aveo dans son usine de Ramos Arizpe, dans l'État du Coahuila, avec un objectif de 80 000 unités supplémentaires par an à l'horizon 2030. L'investissement annoncé par General Motors pourrait contribuer à redynamiser un secteur automobile mexicain affecté par l'augmentation des droits de douane américains sur les véhicules exportés vers les États-Unis. En 2025, année marquée par l'entrée en vigueur de tarifs douaniers américains, les exportations automobiles mexicaines ont diminué de 2,7 % g.a., à 3,3 millions d'unités.

**En mars 2026, le Mexique a accueilli 9,4 millions de visiteurs internationaux, soit une hausse de 12 % g.a., selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI).** Les recettes touristiques ont également augmenté, portées par l'augmentation des dépenses moyennes par voyageur et par la progression des arrivées aériennes. Le segment des croisières a enregistré 1,3 million de passagers sur la période, confirmant la reprise des flux maritimes vers les principaux ports

touristiques du pays, notamment dans les Caraïbes mexicaines et sur la façade Pacifique. Les autorités fédérales cherchent, dans le cadre du Plan México, à diversifier l'origine des visiteurs internationaux afin de réduire la dépendance au marché nord-américain, qui concentre l'essentiel des arrivées touristiques. Le ministère du Tourisme renforce ainsi ses actions de promotion sur plusieurs marchés asiatiques, en particulier en Chine, à travers des campagnes ciblées.

## Finances publiques

**L'agence de notation Moody's a révisé à la baisse la note souveraine du Mexique à Baa3, au dernier échelon de l'investment grade.** La note souveraine a été assortie d'une perspective stable qui suggère qu'aucune nouvelle dégradation n'est anticipée à horizon de 6 à 18 mois. D'après le communiqué de Moody's, la dégradation de la note reflète « *un affaiblissement soutenu de la solidité budgétaire, qui s'est accéléré en 2024* ». L'agence a expliqué que la faiblesse de la croissance économique réduit la capacité du gouvernement à générer des revenus, alors même qu'il fait face à un budget contraint par des dépenses de plus en plus rigides, dans un contexte de maintien du soutien financier à Pemex. Pour rappel, le 12 mai dernier, l'agence de notation S&P Global Ratings avait déjà révisé la perspective de la note souveraine du Mexique à négative, laissant entrevoir une possible dégradation qui pourrait ramener la note au même niveau que celui actuellement attribué par Moody's Ratings et Fitch Ratings, c'est à dire à dernier échelon de l'investment grade.

**Juan Carlos Carpio prend la direction de l'entreprise nationale pétrolière Pemex.** Jusqu'à présent Directeur des finances de Pemex, Juan Carlos Carpio succède à Víctor Rodríguez à la tête de l'entreprise. La présidente Claudia Sheinbaum a confirmé le départ de Víctor Rodríguez jeudi 14 mai et a expliqué que ce changement répondait à un accord préalable prévoyant que ce dernier ne resterait à la tête de Pemex que pendant un an et demi. Víctor Rodríguez a défendu son bilan, mettant en avant le processus de réorganisation des filiales afin de simplifier la structure et de renforcer les capacités opérationnelles ainsi que la mise en place d'un régime fiscal allégé. Concernant les résultats opérationnels de Pemex, Víctor Rodríguez a souligné la hausse de la production d'hydrocarbures liquides, ainsi que l'augmentation du traitement du brut dans les raffineries et de la production d'essence, de diesel et de carburacteur, sans oublier la progression de la production d'engrais. La situation financière et opérationnelle de Pemex reste cependant préoccupante comme l'a rappelé la révision à la baisse, de « stable » à « négative », de la perspective de la note de crédit de Pemex par l'agence de notation S&P. Cette décision qui intervient pour la première fois depuis près de quatre ans reflète la dégradation des finances publiques de l'entreprise pétrolière,

qui continue de nécessiter un soutien budgétaire substantiel et continu de la part du gouvernement central. S&P a rappelé que l'entreprise avait reçu près de 70 Md USD de soutien gouvernemental entre 2019 et 2025.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	21/05/2026
Bourse (IPC)	-1,84%	16,76%	68 893,93 points
Change MXN/USD	0,58%	-11,14%	17,32
Change MXN/EUR	0,05%	-7,15%	20,12
Prix du baril mexicain	-0,52%	77,12%	103,90

## Amérique centrale

### Costa Rica

L'Assemblée législative costaricaine a adopté en première lecture le projet de Loi-cadre sur les PPP, qui vise à accélérer le développement de PPP dans le pays. Le texte pourrait faire l'objet d'un contrôle de constitutionnalité et devra encore être voté en seconde lecture avant son adoption définitive. Il prévoit la suppression du Conseil national des concessions (CNC) et la création de l'Agence nationale des associations public-privé (ANAPP), qui serait chargée de structurer, attribuer et superviser les concessions et PPP. Après plus de 20 ans d'existence, le CNC n'était parvenu qu'au lancement d'un nombre très limité de projets, la lenteur des procédures administratives auraient contribué à décourager les investisseurs privés. Cette nouvelle ANAPP, inspirée des agences similaires en Colombie et au Pérou, bénéficierait d'une plus grande autonomie et de capacités

techniques renforcées afin d'accélérer le montage des projets et de renforcer l'attractivité du Costa Rica auprès des investisseurs privés.

**L'année 2026 pourrait devenir celle où la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) est le plus intervenue sur le marché des changes (Monex).** Entre le 19 février et le 30 avril, la BCCR aurait acheté 767 M USD sur le Monex afin de limiter l'appréciation du colón costaricien (CRC) par rapport au dollar américain (USD), une première depuis 2015. Cette forte intervention s'explique par l'appréciation rapide du colón : le taux de change est passé de 499,39 CRC/USD en janvier à 455,99 CRC/USD en mai 2026. Selon plusieurs acteurs du secteur financier, l'appréciation du CRC devrait se poursuivre en raison de l'abondance de devises sur le marché costaricien. Toutefois, les tensions dans le détroit d'Ormuz et la hausse des prix des hydrocarbures pourraient accroître la demande de l'USD pour financer les importations énergétiques et ainsi ralentir l'appréciation du colón.

## El Salvador

**Le risque pays du Salvador reste le plus élevé d'Amérique centrale malgré une nette amélioration depuis 2022,** selon l'indicateur EMBI de JP Morgan, qui mesure la prime de risque demandée par les investisseurs pour détenir de la dette souveraine. Mi-mai, l'EMBI salvadorien s'élevait à 314 points de base (3,14 %), au-dessus de la moyenne latino-américaine (2,55 %) et des niveaux observés au Honduras, au Guatemala, au Costa Rica ou au Panama. Bien qu'en forte baisse par rapport au pic de 35 % atteint en 2022, ce niveau maintient le Salvador au cinquième rang des pays les plus risqués d'Amérique latine et implique qu'une émission obligataire internationale pourrait se faire à un taux proche de 7,7 %.

## Guatemala

**Les milieux d'affaires guatémaltèques appellent à accélérer les projets routiers prioritaires afin de réduire les coûts logistiques et soutenir la compétitivité.** Lors d'un forum organisé par FUNDESA, représentants du secteur privé et autorités ont insisté sur l'urgence de mettre en œuvre la nouvelle Direction des projets routiers prioritaires (DIPP). Les entreprises estiment que la dégradation des infrastructures constitue un frein majeur à l'investissement et au commerce. Selon les données présentées, les coûts logistiques représenteraient jusqu'à 30 % de la valeur des produits et les embouteillages dans la région métropolitaine entraîneraient des pertes annuelles supérieures à 25 Md GTQ (3,3 Md USD).

**Le retard dans l'adoption de la nouvelle loi contre le blanchiment d'argent inquiète les milieux économiques guatémaltèques, qui craignent un impact sur l'investissement, l'accès au crédit extérieur et la compétitivité du pays.** Des responsables du secteur financier estiment qu'en l'absence de réforme, le Guatemala pourrait être placé sur la « liste grise » des pays insuffisamment coopératifs en matière de lutte contre le blanchiment, ce qui renchérirait le coût du financement international. La Chambre de commerce guatémaltéco-américaine (AmCham) ainsi que la Superintendencia de Bancos appellent le Congrès à accélérer l'adoption du texte, jugé nécessaire pour moderniser un cadre légal vieux de plus de 25 ans avant l'évaluation du GAFILAT prévue en 2027.

**Banco Industrial a conclu un financement syndiqué de 300 M USD avec les banques européennes de développement Proparco, FMO, et DEG, destiné à soutenir l'accès au financement durable au Guatemala.** L'opération vise notamment à développer les crédits verts en faveur des particuliers, des entreprises, des microentreprises et des PME, afin de renforcer le tissu productif national. Banco Industrial souligne que cet accord consolide sa position parmi les principaux récepteurs de financements de développement en Amérique centrale, tandis que les partenaires européens mettent en avant leur volonté de promouvoir l'inclusion financière, l'investissement responsable et l'action climatique dans le pays.

## Honduras

**Les transferts de fonds des migrants honduriens pourraient dépasser 12 Md USD en 2026, selon les projections de la Banque centrale (BCH).** Au T1 2026, les *remesas* ont atteint plus de 3 Md USD, en hausse de 15 % sur un an, portées par l'augmentation des envois depuis l'étranger. Le BCH souligne que ces flux demeurent l'un des principaux moteurs de l'économie hondurienne, après un niveau déjà record de plus de 9,1 Md USD enregistré en 2025.

## Nicaragua

**Les réserves internationales du Nicaragua ont atteint un niveau record de près de 9,7 Md USD en avril, selon la Banque centrale (BCN).** L'institution souligne que cette hausse a été soutenue par les entrées de devises, les *remesas* et les ressources extérieures du secteur public. Le niveau actuel des réserves représente 4,4 fois la base monétaire, renforçant selon le BCN la stabilité du régime de change et de la politique monétaire. Les autorités mettent également en avant le dynamisme des exportations et le maintien d'une inflation maîtrisée pour expliquer cette progression.

## Panama

**Le Fonds souverain du Panama (Fondo de Ahorro de Panamá - FAP) se montre résilient (rendement de +0,22 % au T1 2026) malgré la perturbation des marchés provoquée par la fermeture du détroit d'Ormuz.** Cette résilience face aux chocs externes s'expliquerait par la structure prudente du portefeuille du FAP et son importante exposition au marché domestique : 46 % de ses actifs sont investis en obligations de l'État panaméen. Le reste de ses investissements seraient concentrés aux Etats-Unis (47 %), loin devant l'Europe (3 %), l'Asie (2%) et l'Amérique latine (2 %). En ce qui concerne ses titres à revenus fixes, 65 % ont une notation de crédit BBB+ / BBB- et 11 % AAA. Cette stratégie d'investissement prudente assure ainsi au FAP une base de capital robuste.

**L'investissement étranger dans le marché des biens résidentiels aurait progressé de 53 % par rapport à 2019, s'élevant à 841 M USD en 2025.** Cela représenterait le triple de la demande domestique sur ce segment du marché. Les Etats-Unis seraient désormais la première nationalité acheteuse, devant la Colombie et le Venezuela, avec 33,6 M USD d'acquisitions enregistrées au T1 2026. Au-delà du marché de l'immobilier, les résidents étrangers au Panama dont les revenus dépassent 4 000 USD génèreraient 990 M USD de dépenses de consommation par an. L'installation de ces derniers au Panama s'expliquerait par les nombreux avantages qu'offre le pays, dont le visa d'investisseur qualifié (résidence permanente immédiate à partir de l'investissement de 300 000 USD en immobilier), le régime fiscal territorial, la dollarisation et un coût du logement relativement compétitif pour la région.

# Caraïbes

## Bahamas

**Le Premier ministre bahaméen Philip Davis et son Parti libéral et progressif (PLP) ont remporté une large victoire lors des élections générales du 12 mai.** Il conservera la majorité parlementaire, ayant remporté 33 des 41 des sièges disponibles. Organisées de manière anticipée avant la saison des ouragans, les élections se sont déroulées dans un contexte marqué par les préoccupations économiques. En effet, le FMI avait alerté sur les coûts du logement et avait encouragé une augmentation des investissements publics. En réponse, le gouvernement avait alors supprimé la TVA sur les produits alimentaires de supermarchés. Philip Davis devrait poursuivre une politique axée sur la croissance économique, l'amélioration de l'accès au logement et le développement social.

## Barbade

**La Barbade et le FMI ont conclu un accord de principe sur un Accord de confirmation (AC) préventif de 260 M USD (189 M DTS) d'une durée de 36 mois.** Pour rappel, un AC préventif du FMI agit comme une assurance, les autorités l'ayant contracté ne prévoyant pas nécessairement de mobiliser les ressources mises à disposition par le FMI, sauf en cas de choc exogène imprévu. L'AC vise à soutenir la stabilité macroéconomique du pays tout en accompagnant la mise en œuvre de la dernière phase du Barbados Economic Recovery and Transformation Plan 2026 (BERT 2026). La transformation de l'économie barbadienne, avec une attention particulière portée à la productivité, la viabilité des finances publiques, ainsi que la résilience au changement climatique, est au cœur de cette dernière phase. L'accord devrait à présent être soumis au Conseil d'administration du FMI pour un examen en juin 2026, avant son approbation définitive.

## Cuba

**Les autorités cubaines ont annoncé, mardi 11 mai, que les carburants ne seraient désormais plus vendus à des prix administrés par l'État, mais selon les coûts réels de chaque importation.** D'après le ministère cubain des Finances et des Prix, les tarifs seront ajustés en fonction des coûts effectifs de chaque opération d'approvisionnement. Les prix pourront ainsi varier selon plusieurs facteurs, parmi lesquels le fournisseur, le coût du fret, les routes d'approvisionnement, les assurances, les risques logistiques et les fluctuations des marchés internationaux.

Dans ce cadre, le prix du litre d'essence spéciale B100 a été porté à 2,60 USD, contre 1,30 USD auparavant, tandis que celui du diesel est passé de 1,25 USD à 2,20 USD. Au taux de change informel, ces montants représentent environ 1 430 pesos cubains pour un litre d'essence et 1 210 pesos pour un litre de diesel. À titre de comparaison, le salaire mensuel moyen dans l'île s'élevait à 6 930 pesos en 2025 : un seul litre d'essence correspond ainsi à près de 20 % d'un revenu mensuel moyen. Il s'agit de la deuxième hausse majeure des prix des carburants en un peu plus de deux ans, après l'augmentation de plus de 500 % appliquée en février 2024, dans un contexte de profonde crise économique et de fortes tensions sur l'approvisionnement énergétique du pays. Le communiqué officiel évoque par ailleurs l'existence de « *multiples acteurs en mesure d'importer et de commercialiser des carburants en devises* », laissant entrevoir une possible ouverture du commerce de détail des carburants au secteur privé, jusqu'ici largement contrôlé par l'État.

**Le transport maritime international vers Cuba fait face à de nouvelles perturbations après la suspension, par plusieurs grands armateurs, de l'acceptation de nouvelles réservations.** Les groupes Hapag-Lloyd et CMA CGM ont annoncé l'arrêt temporaire des nouvelles commandes à destination ou en provenance de l'île, dans l'attente d'une évaluation des conséquences potentielles du nouvel *executive order* américain du 1<sup>er</sup> mai. Hapag-Lloyd a notamment instauré un « *stop booking* » au moins jusqu'au 5 juin, date correspondant au délai accordé par les autorités américaines aux entreprises potentiellement concernées pour se retirer de certaines activités liées à Cuba. De son côté, CMA CGM a suspendu jusqu'à nouvel ordre les réservations de fret à destination et en provenance du pays. Le secteur maritime cubain est étroitement lié à GAESA, le conglomérat des Forces armées révolutionnaires, présent dans de nombreux secteurs stratégiques de l'économie. Le groupe contrôle notamment une partie du tourisme, du commerce en devises, de la distribution de carburants, des télécommunications, du transport intérieur ainsi que plusieurs ports, terminaux maritimes, services douaniers et la Zone spéciale de développement du Mariel. Le 1<sup>er</sup> mai, le président américain Donald Trump a signé le décret exécutif 14404, qui prévoit notamment le gel potentiel des avoirs aux États-Unis de toute personne ou entité liée au gouvernement cubain ou impliquée dans des violations des droits humains ou des faits de corruption.

## Haïti

**Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a publié son rapport « La métamorphose silencieuse : Comment la jeunesse haïtienne réinvente l'avenir d'une nation ».** Selon ce rapport, les Haïtiens âgés de 15 à 39 ans représenteraient 42,8 % de la population totale, soit plus de 5 millions de personnes. Cette jeunesse haïtienne est confrontée à des problèmes socio-économiques criants, en premier lieu le chômage, qui aurait atteint 37,5 % en

2025 chez les jeunes de 15 à 24 ans, soit plus du double de la moyenne caribéenne. Mais cette jeunesse est également très mobilisée sur le terrain économique puisque 35 % des entreprises du pays appartiendraient à des entrepreneurs de moins de 35 ans (même si seulement 9 à 11 % d'entre elles seraient formellement enregistrées). Le rapport préconise alors un certain nombre de recommandations à destination des décideurs, ou futurs décideurs haïtiens et leurs partenaires internationaux afin qu'ils accompagnent le mouvement de la jeunesse.

## République Dominicaine

**L'inflation a atteint 5,11 % g.a. en avril 2026, sortant de la fourchette cible de la Banque centrale de la République dominicaine (4,0 % ± 1,0) pour la première fois depuis 35 mois.** L'inflation observée en avril 2026 s'explique principalement par la hausse des prix des hydrocarbures provoquée par la guerre au Moyen-Orient. En conséquence, le secteur des transports affiche une inflation mensuelle de 1,78 %. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC) n'a pas augmenté davantage du fait d'une diminution des prix des produits alimentaires et des boissons non-alcoolisées pour le troisième mois consécutif (déflation de 0,07 % en avril 2026). L'appréciation du peso dominicain face au dollar américain qui a réduit les prix de certaines importations comme les automobiles est également un facteur explicatif.

**Les exportations ont augmenté de plus de 19 % au cours de la période janvier-avril 2026 par rapport à la même période l'année dernière, grâce à une hausse sans précédent de la valeur des exportations d'or.** La valeur des exportations dominicaines est passée de 4,2 Md USD entre janvier et avril 2025 à 5,1 Md USD entre janvier et avril 2026, fortement soutenue par les exportations d'or. Ces exportations ont en effet atteint 1,05 Md USD de janvier à avril 2026, contre seulement 490,8 M USD sur la même période en 2025, soit une augmentation de 113 % en un an. Cette augmentation est due en partie au renchérissement du cours spot de l'once d'or, valeur refuge lors de périodes de tensions économiques, qui est passé de moins de 3000 USD en moyenne à environ 4650 USD entre les deux périodes. Cette conjoncture très favorable pour le cours de l'or depuis quelques années a également encouragé la République dominicaine à produire et exporter davantage d'or : elle aurait exporté 77 tonnes du métal précieux de janvier à avril 2026 contre seulement 21 tonnes de janvier à avril 2025.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

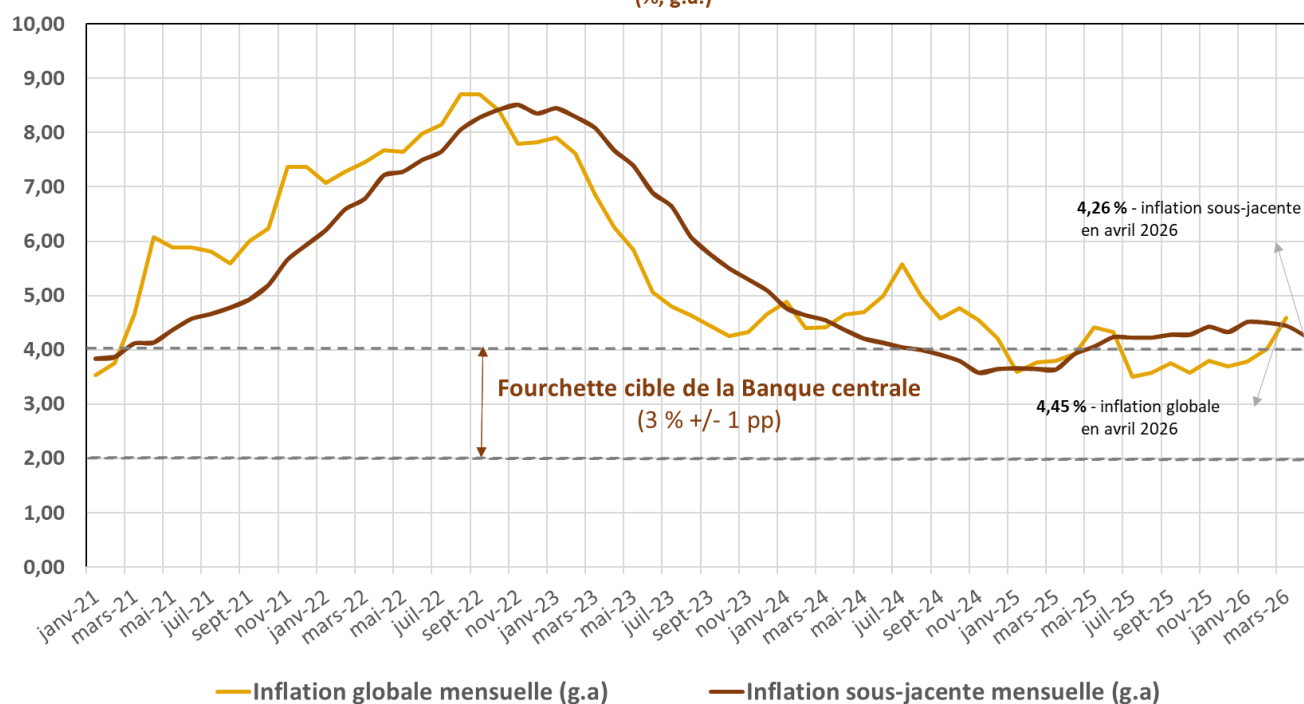
Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2,%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3,%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

### - Annexe Graphique Mexique -

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

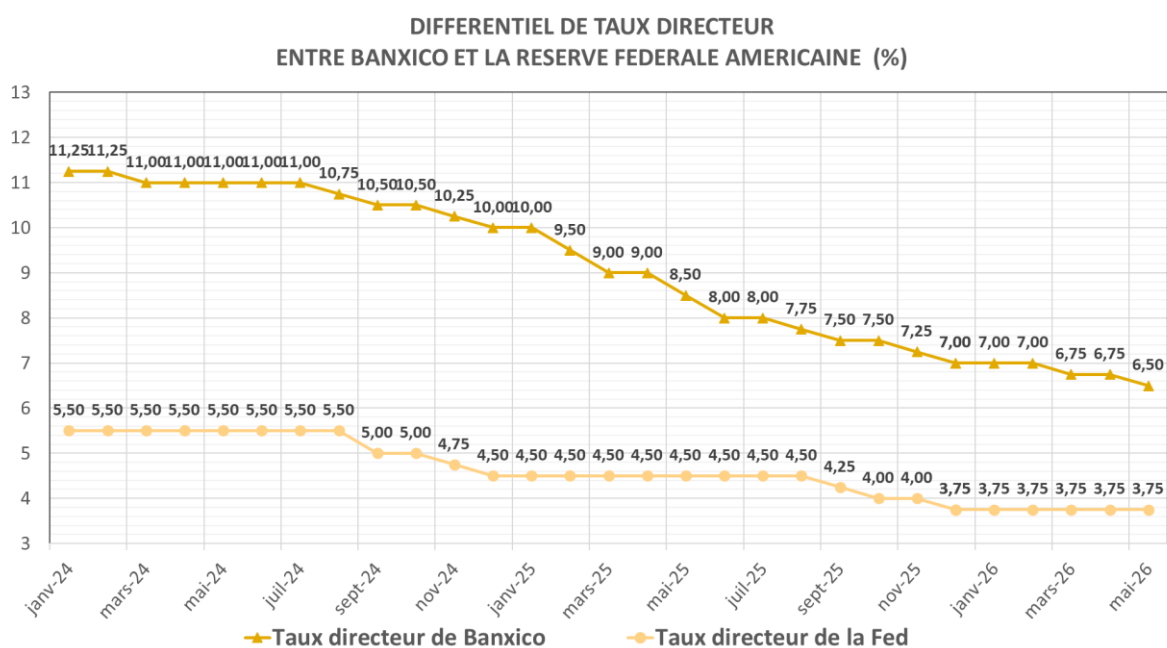
(% g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

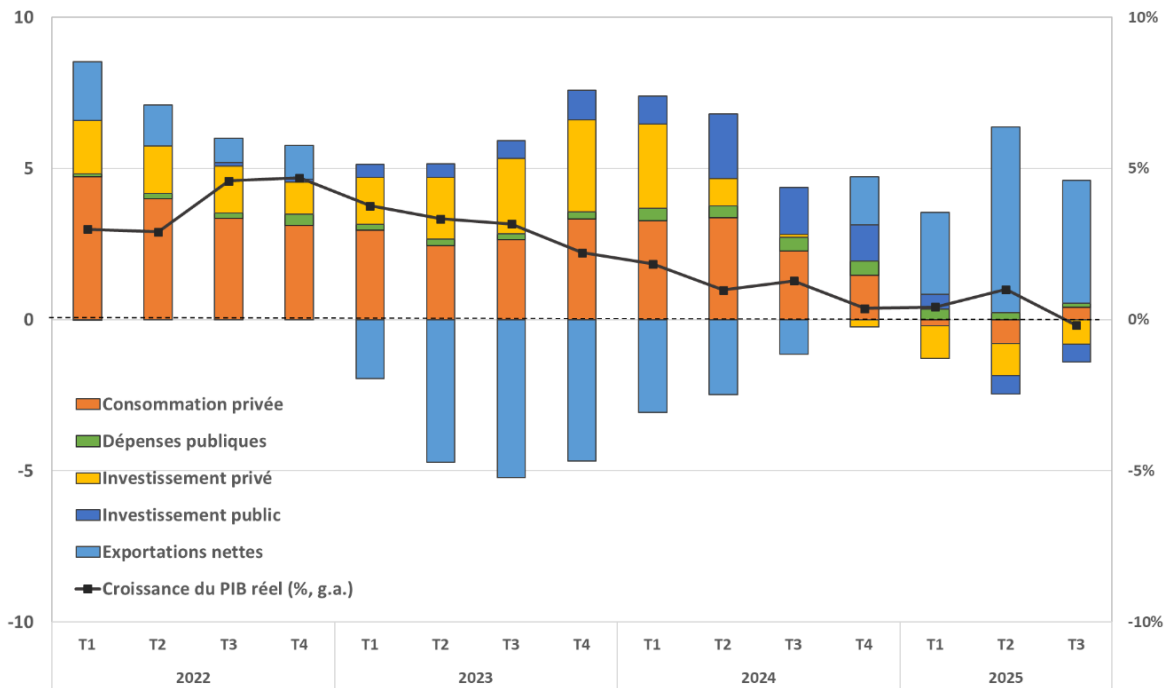
## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

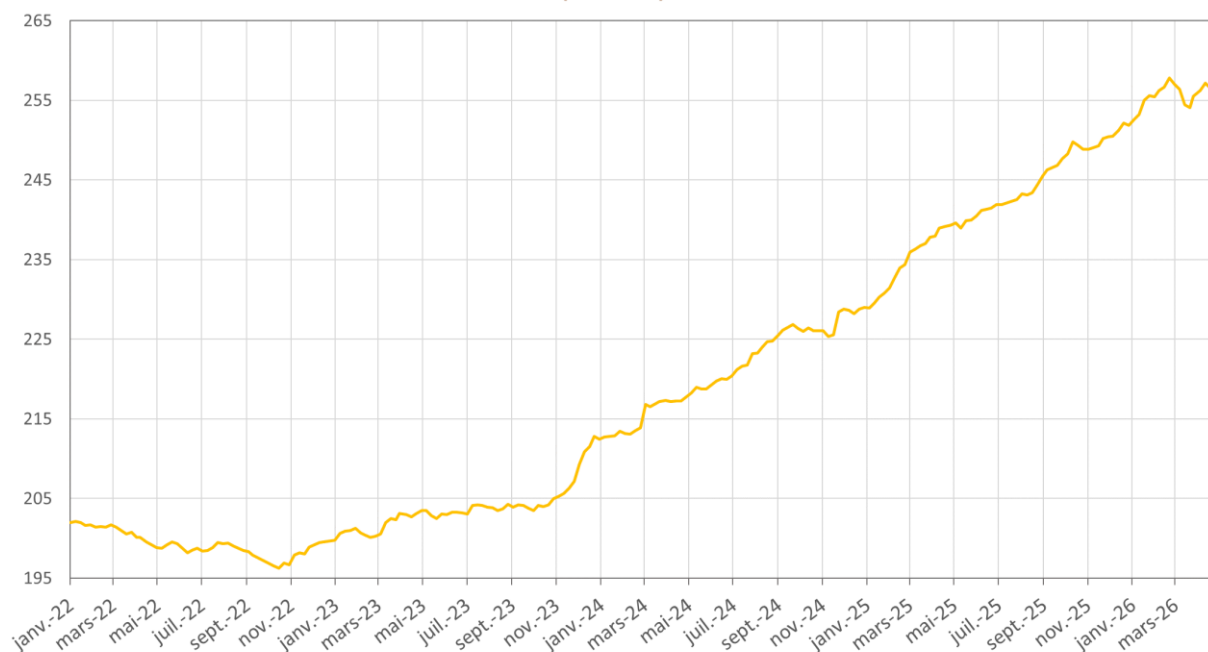
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)